EDITORIAL

Pour une meilleure recherche agronomique dans les pays en développement

J Demol

Lorsque les pays en développement accédèrent à l'indépendance, des institutions de recherches agronomiques disparurent, d'autres se réorganisèrent et de nouvelles institutions furent créées.

Aujourd'hui, le volume des recherches agronomiques à entreprendre est si vaste que les moyens disponibles ne suffisent pas. Les pays en voie de développement manquent en effet de personnel de recherche qualifié, de ressources financières et de moyens matériels suffisants. C'est la raison pour laquelle des priorités doivent y être établies.

L'intensification des cultures, surtout vivrières, dans les pays en développement, est devenue une priorité absolue. La démographie croissante et la profonde mutation des sociétés modernes font que l'agriculture traditionnelle ne suffit plus aux besoins alimentaires actuels. C'est dommage car elle résultait d'une longue expérience des conditions locales et était parfaitement en équilibre avec le milieu et les besoins des populations.

L'intensification implique toute une série de techniques permettant d'obtenir les plus hauts rendements possibles tout en préservant le potentiel de productivité du milieu de culture. Ces conditions étant difficiles à remplir il est nécessaire, le plus souvent, de passer par une phase d'amélioration des systèmes culturaux traditionnels, permettant, avec un minimum de moyens, d'accroître les rendements, de réduire les pertes au champ et d'améliorer la qualité des produits récoltés.

Le but à atteindre au cours des années à venir est donc d'aider les pays en développement à faire évoluer leur agriculture en améliorant les systèmes culturaux traditionnels ou en l'amenant à un état de production tel qu'elle puisse satisfaire aux besoins nationaux de consommation, d'industrialisation et de commercialisation.

Rappelons cependant que si de nombreuses technologies (industrielles par exemple) sont facilement transférables d'une région à l'autre, les technologies agricoles ne le sont pas. Cela est dû à toute une série de causes telles que le climat, les sols, les ennemis et les maladies. Les productions végétales et animales étant régionalisées, une grande partie de la recherche le sera également.

Quant à notre action ou notre inaction au cours des prochaines années, elle affectera significativement le degré de progrès dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

Car comme l'a écrit TOULMIN, la recherche agronomique dans les pays en développement est une voie peu coûteuse par laquelle les pays industrialisés peuvent contribuer au développement des pays pauvres d'une manière effective et mutuellement avantageuse.

Que faut-il donc faire?

Il faut avant tout former des chercheurs nationaux et expatriés. Ces chercheurs, il faut les découvrir et les instruire. Un tel enseignement peut encore être acquis dans les universités et les instituts de recherches auprès d'anciens spécialistes, mais elle doit absolument être complétée par une expérience pratique et adéquate dans un pays en développement, faute de quoi, une telle formation présenterait un caractère trop académique non adapté aux besoins du pays. Pour atteindre ce but, il faut pouvoir utiliser au mieux les organisations existantes, c'est-à-dire les instituts de recherches agronomiques internationaux et certains instituts nationaux poursuivant une recherche de qualité.

J'ajouterai que si la formation au plus haut niveau veut être effective, elle doit viser à préparer des équipes de travail adaptées à des situations et des objectifs bien définis. C'est au sein de ces équipes que les jeunes chercheurs nationaux pourraient le mieux coopérer lors de leur rentrée au pays.

Il faut également renforcer le système national de la recherche agronomique, dont l'organisation et la gestion doivent être améliorées.

La recherche agronomique n'ayant pas été organisée de la même manière dans les différents pays en développement, on peut cependant imaginer un modèle de structure pour une organisation rationnelle de la recherche

agricole susceptible, après d'éventuels amendements, de servir de modèle général à la plupart des pays. Ce modèle doit, nous semble-t-il, répondre à trois conditions fondamentales:

— pouvoir résoudre les problèmes de la communauté agricole,

— être capable d'élaborer et d'exécuter des programmes équilibrés de recherches, de solutionner les problèmes urgents au même titre que ceux à plus long terme,

— avoir la possibilité d'utiliser efficacement du personnel spécialisé, de l'équipement et des fonds.

Nous pensons personnellement qu'un modèle correspondant à une organisation et à une administration de la recherche centralisée et à une décentralisation des implantations basées sur un réseau de stations expérimentales régionales et polyvalentes, doit pouvoir convenir à la plupart des pays en développement. N'oublions pas que les systèmes nationaux de recherche représentent un chaînon indispensable et primordial qui doit permettre d'adapter aux conditions locales les résultats de la recherche réalisée, entre autres, par les instituts internationaux. Ils doivent également, au niveau de la recherche opérationnelle, faire adopter par les cultivateurs les fruits de cette recherche.

C'est souvent la dégradation de cette recherche nationale qui représente le goulot d'étranglement à la réalisation totale des efforts du réseau de recherche internationale. C'est en effet aux programmes nationaux qu'il appartient d'adapter les innovations à une région bien déterminée.

Pour diffuser rapidement les résultats de la recherche agronomique, il faut mettre au point des systèmes d'information rapides surtout au niveau de la vulgarisation. Cela peut se faire de différentes façons.

Au moyen de circulaires établies par la recherche pour les vulgarisateurs,

Au moyen de centres d'information qui fournissent aux vulgarisateurs des publications concises et précises,

Au moyen de réunions restreintes auxquelles prennent part les chercheurs, les vulgarisateurs et les agriculteurs.

N'oublions pas la recherche opérationnelle, qui doit permettre de faire adopter plus rapidement les techniques nouvelles et les progrès agricoles dans une région déterminée. Cette recherche est complexe et exige de grandes qualités de la part du vulgarisateur qui doit comprendre, sans erreur de jugement, la psychologie du cultivateur.

C'est probablement en créant des équipes interdisciplinaires composées d'agronomes, de psychologues, de sociologues et d'économistes, intégrés aux milieux ruraux, que des résultats positifs pourront être obtenus.

Les pays en développement sont généralement très conscients de l'importance des recherches agricoles et qu'il devient chaque jour plus difficile à leurs services de recherches de répondre à toutes les questions qui leur sont soumises. C'est la raison pour laquelle, dans le domaine des sciences et des techniques en général, dans celui de la recherche agronomique en particulier, aucun pays ne pouvant se suffire à lui-même, il est du devoir et de l'intérêt de tous de rechercher ensemble des méthodes et des moyens permettant de mieux se connaître et de mieux se comprendre, pour mieux coopérer.

J. Demol
Professeur ordinaire
à la Faculté
des Sciences Agronomiques de l'Etat
5800 Gembloux (Belgique)